

# LE SOCIALISME

## *Causerie et infos en bref.*

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

**Le 3 novembre 2024**

### **Inondations en Espagne. Les petites rivières font de grands fleuves... Suite.**

J-C – Ce sont bien des abrutis d'élus et de scientifiques qui sont à l'origine de cette catastrophe et tragédie.

Quand on pense, entre autres, qu'ils ont préféré laisser crever des centaines de milliers ou des millions au total de malades du covid, de la grippe, du cancer, etc., plutôt que laisser les médecins leur prescrire librement les molécules efficaces qui auraient permis de les soigner et de les sauver, il est légitime de remettre en cause le régime et les institutions en place, c'est la moindre des choses...

### **Inondations en Espagne : Valence épargnée mais le détournement d'un fleuve a aggravé les conséquences - Le HuffPost 1 novembre 2024**

Si le sud-est de l'Espagne, subit des inondations monstres depuis mardi en raison de pluies torrentielles, la ville de Valence est épargnée par les eaux. Un contraste étonnant, qui s'explique par un choix fait dans les années 60 de détourner le fleuve qui traversait la ville, la Turia. Mais ce déplacement du fleuve, pensé à une époque où l'urbanisation et les événements climatiques extrêmes étaient moindres, montre aujourd'hui ses limites. ("*Les événements climatiques extrêmes étaient moindres*" est glissé au passage, la propagande du Green New Deal, ils ne peuvent pas s'empêcher de falsifier la réalité. - J-C)

« *La plus mauvaise solution est de vouloir canaliser les rivières.* » Clément Gaillard, urbaniste spécialiste des projets bioclimatiques dans *Le Parisien*.

Cette déviation avait été motivée par l'inondation catastrophique de 1957, lorsque des pluies torrentielles avaient déversé 300 litres d'eau par mètre carré en 24 heures sur Valence, soit l'équivalent d'une année de pluie. La montée des eaux, qui avait atteint jusqu'à 3 mètres dans certaines rues, avait provoqué la mort d'au moins 81 personnes et la destruction de 1700 maisons.

En réponse à la tragédie, les autorités avaient décidé de retirer le lit du Turia du centre de Valence et de complètement remodeler son cours, le déplaçant en bordure sud de la ville. Le projet colossal, avait été approuvé en 1962, et les travaux ont été terminés dix ans plus tard. Depuis les années 70, plusieurs épisodes d'inondations ont été évités grâce à cette infrastructure, mais cette semaine, le quartier de Pinedo, situé juste à côté de l'embouchure du nouveau lit de la rivière Turia, a été inondé de manière impressionnante, rapporte El Mundo.

« *Quand on détourne des cours d'eau, c'est-à-dire qu'on essaie de les contrôler, on augmente la vitesse des écoulements, puisque lorsqu'un fleuve est droit ou sous forme de canal, l'eau va bien plus vite que s'il y avait des méandres* », analyse Amandine Richaud, urbaniste spécialiste de

l'environnement, au micro de franceinfo ce vendredi. Résultat, cette déviation cause « *des torrents sur des zones qui devraient être des zones tampons pour absorber l'eau* », résume-t-elle.

« *La plus mauvaise solution est de vouloir canaliser les rivières* », dit aussi dans *Le Parisien* Clément Gaillard, urbaniste spécialiste des projets bioclimatiques. Le HuffPost 1 novembre 2024

---

### **Même contre le climat ils ont perdu la guerre !**

**Fin de la COP16 à Cali, échec des négociations sur le financement de la protection de la nature - france24.com 2 novembre 2024**

La COP16 biodiversité s'est terminée samedi 2 novembre à Cali, dans l'ouest de la Colombie, sans atteindre son objectif de financer et stimuler les timides efforts de l'humanité pour cesser sa destruction de la nature.

Après 12 jours de sommet, ni les pays riches, menés à Cali par l'Union européenne, le Japon et le Canada, ni le monde en développement, Brésil et groupe Afrique en tête, n'ont fait un pas vers l'autre. Les premiers martelaient leur hostilité à la création d'un nouveau fonds pour la nature. Les seconds le réclamaient avec force, jugeant ceux existants inaccessibles et inéquitable.

C'est arrivé à ce point le plus dur des débats, samedi matin, que la présidence colombienne a constaté l'impasse et suspendu la conférence.

Cette bataille financière Nord-Sud doit toutefois reprendre le 11 novembre, dans l'autre COP, celle sur le climat, en Azerbaïdjan. Et portera sur des montants dix fois plus élevés. france24.com 2 novembre 2024

---

### **Totalitarisme. Epidémie de lois liberticides faisant peser une lourde menace sur la liberté d'expression.**

**Turquie : une loi sur les «agents d'influence» s'apprête à être examinée au Parlement - RT 2 nov. 2024**

Un projet de loi sur les «agents d'influence», amendant le code pénal turc, doit arriver au Parlement dans «les prochains jours», a rapporté le 1er novembre l'agence américaine Bloomberg.

Le 1er novembre, l'agence de presse Bloomberg a rapporté que le projet de loi sur les «agents d'influence» allait arriver dans «les prochains jours» au Parlement turc.

L'un des articles du texte, a rapporté un média d'État britannique, prévoit d'amender la section «Crimes contre les secrets d'État et espionnage» du code pénal turc, en ajoutant que «ceux qui commettent des crimes contre la sécurité de l'État ou les intérêts politiques nationaux et étrangers conformément aux intérêts stratégiques ou aux instructions d'un État ou d'une organisation étrangère seront condamnés à une peine de trois à sept ans d'emprisonnement».

Si l'acte est «*commis en temps de guerre ou dans le cadre d'un processus susceptible de compromettre une action militaire*», la peine peut aller de huit à 12 ans, poursuit la même source. Celle-ci, à l'instar de l'agence américaine, souligne que ce projet suscite «*l'inquiétude de la société civile et des groupes de médias*».

Inan Akgun Alp, un législateur du Parti républicain du peuple (PRP), principal parti d'opposition, a déclaré à Bloomberg que ce projet de loi ouvrirait la voie à un «*environnement beaucoup plus répressif*». Parallèlement, le ministre turc de la Justice, Yilmaz Tunc, a estimé lors d'un discours le 21 octobre que le projet de loi était «*mal compris par le public*».

Lutte contre l'«*influence étrangère*» : une série de lois à travers le continent européen

Un texte similaire «*sur la transparence de l'influence étrangère*» a été adopté par le Parlement géorgien le 14 mai dernier.

En réaction, l'administration américaine a notamment imposé des sanctions à l'égard de Géorgiens accusés d'avoir «*porté atteinte aux libertés fondamentales, notamment à la liberté d'expression*». Du côté de Bruxelles, l'ambassadeur du bloc européen en Géorgie, Pavel Gerchinsky, a annoncé que le processus d'adhésion de la Géorgie à l'Union européenne était «suspendu».

Cette loi oblige les organisations non gouvernementales et les médias qui reçoivent plus de 20% de leurs revenus de l'étranger à s'enregistrer auprès de l'Agence nationale du registre public. Une législation qui, selon le président du parti Rêve géorgien, se veut moins punitive que la législation américaine sur l'enregistrement des agents étrangers (FARA, pour Foreign Propagandists Registration Act) en vigueur depuis 1930.

Une inspiration américaine que n'ont pas hésité à mettre en avant les autorités françaises, qui ont promulgué fin juillet une loi renforçant le «dispositif pénal» de l'Hexagone contre les «*ingérences étrangères*». RT 2 nov. 2024

---

### **En famille. Les démocrates génocidaires Joe et Kamala ont les faveurs des Verts européens.**

**Election américaine 2024 : Les Verts européens pressent l'écologiste Jill Stein de se retirer au profit de Kamala Harris - 20 Minutes/AFP 2 novembre 2024**

Dans un communiqué commun, les partis verts de plusieurs pays européens, dont la France et l'Allemagne, ont déclaré : «*Nous demandons à Jill Stein de se retirer de la course et nous soutenons Kamala Harris pour la présidence des Etats-Unis.*»

Les écologistes européens ont insisté sur l'importance cruciale de l'élection américaine, mettant en garde contre le programme de Donald Trump, qu'ils qualifient de menace pour les droits humains et la démocratie. 20 Minutes/AFP 2 novembre 2024

## **Sur la situation politique et sociale en France.**

### **Dans tous les sens du terme.**

Sur la fin de vie, Michel Barnier mis sous pression par Yaël Braun-Pivet et Agnès Pannier-Runacher - Le HuffPost 2 novembre 2024

---

### **Comme il fait bon vivre en France !**

Rennes : un enfant de 5 ans blessé dans une fusillade, Retailleau demande l'envoi de la CRS82 - Le HuffPost 28 octobre 2024

---

### **Fusillade de Poitiers: le mineur grièvement blessé est décédé - AFP 2 novembre 2024**

L'adolescent âgé de 15 ans grièvement blessé par balle à la tête, lors d'une fusillade jeudi soir à Poitiers, est décédé samedi à la mi-journée, a annoncé le procureur de Poitiers.

Quatre autres mineurs de 15 et 16 ans ont été blessés par des coups de feu tirés devant un restaurant dans un quartier de la ville.

Au lendemain de la fusillade qui a fait un mort à Poitiers, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a donné une version des faits non confirmée pour ne pas dire contredite par le procureur de la République.

« Ça a commencé par une fusillade sur un restaurant et ça s'est achevé par une rixe entre bandes rivales qui a engagé plusieurs centaines de personnes », a déclaré Bruno Retailleau au micro de RMC/BFMTV vendredi matin quelques heures après les faits. Avant d'évoquer « un compte rendu du préfet » selon qui « entre 400 et 600 personnes (étaient) impliquées avec toutes sortes d'armes ».

Problème : cette version n'a pas été corroborée par le procureur de la République vendredi en début de soirée. S'il confirme les « coups de feu » devant un restaurant, Cyril Lacombe évoque seulement une « soixantaine de personnes » à l'arrivée des forces de l'ordre sur les lieux. « Cette foule faisait montre d'une certaine véhémence dans ses revendications » pour savoir ce qui s'était passé et afin de préserver la scène, des grenades lacrymogènes ont été utilisées par les forces de l'ordre. « Aucune dégradation » n'a été commise, précise cependant le magistrat qui ne mentionne pas de « rixe entre bandes rivales ». AFP et Le HuffPost 2 novembre 2024

---

### **Ardèche: un jeune de 22 ans meurt après avoir été blessé par balles dans une fusillade devant une discothèque - BFMTV 3 novembre 2024**

Nicolas, un jeune homme de 22 ans, est mort ce samedi 2 novembre "en début d'après-midi", a indiqué à l'AFP le parquet de Privas, confirmant une information de France Bleu Drôme Ardèche et France 3 Auvergne Rhône-Alpes.

Deux autres personnes, blessées plus légèrement lors de la fusillade, restent hospitalisées, a indiqué la substitut du procureur Charlotte Cerna.

---

### **Rennes: un jeune homme tué à coups de couteau - BFMTV 3 novembre 2024**

Un jeune homme est mort après avoir reçu des coups de couteau dans le hall d'un immeuble de Rennes ce samedi 2 novembre.

---

### **Nouvelle nuit de violences à Rillieux-la-Pape, des bus incendiés - LePoint.fr 2 novembre 2024**

Les événements ont débuté vers 22 heures, lorsqu'« *une vingtaine d'individus* » ont attaqué deux bus de la société des Transports en commun lyonnais (TCL). Après avoir vandalisé les véhicules, ils les ont incendiés. En réponse à cette escalade, les forces de l'ordre ont été rapidement déployées, mais elles ont été accueillies par des jets de projectiles. Au cours de l'intervention, un policier a subi des blessures légères au visage. Pour rétablir l'ordre, la préfecture a renforcé les effectifs avec des CRS.

---

### **L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.**

#### **Le silence des pays arabes sur Gaza et le Liban, une "nouvelle Nakba" pour les Palestiniens - France 24 2 novembre 2024**

Après un an de guerre à Gaza et un conflit qui s'étend désormais au Liban voisin, les pays arabes restent peu enclins à condamner Israël ou exiger un cessez-le-feu. Une situation qui reflète la complexité des relations des pays du Golfe avec l'État hébreu, vécue comme une trahison par de nombreux Palestiniens.

*"La Palestine n'a pas connu un tel silence depuis les années de la Nakba [la catastrophe, la création de l'État d'Israël en 1948]. Nous vivons une nouvelle Nakba mais avec le consentement des Arabes".* Les mots sont durs. Le constat, sans appel. Pour Marwan, journaliste en Cisjordanie occupée ayant requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, le silence des pays arabes est de plus en plus assourdissant. *"Au niveau politique, ils ne soutiennent pas l'application des résolutions internationales, ni même les résolutions prises lors des sommets arabes. Pour eux, la cause palestinienne qu'un slogan".*

Alors que la guerre ravage la bande de Gaza depuis plus d'un an et qu'elle s'est désormais propagée au Liban voisin, les pays arabes brillent par leur quasi-absence. Même les frappes israéliennes sur l'Iran, samedi 26 octobre, ont à peine poussé les pays du Golfe à balbutier une condamnation. Du bout des lèvres.

*"Aujourd'hui, il y a un gouffre entre les opinions publiques arabes et les gouvernants, souligne Karim Émile Bitar, professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et chercheur associé à l'Iris. Les opinions publiques sont dans leur écrasante majorité des soutiens de la question palestinienne. Elles sympathisent avec la souffrance des populations civiles libanaises et palestiniennes. En revanche, la grande majorité des leaders autoritaires de la région, directement inféodés aux États-*

*Unis, doivent prendre en compte les considérations américaines car Washington assure leur maintien au pouvoir en leur apportant un soutien économique, militaire et politique."*

Un sentiment d'abandon qui n'empêche pas les Palestiniens d'être solidaires des Libanais. "*Ce qui se passe en Palestine et au Liban est interconnecté. Le fait que le Liban n'ait pas de traité de paix avec Israël en fait un danger, d'autant plus qu'il se trouve directement à sa frontière*", insiste Marwan, rappelant que « *les pays arabes ne savent que condamner et 'dénoncer fermement'. Le silence d'un pays musulman ou arabe tue bien plus que les opérations militaires [israéliennes]. Ils entendent les cris des Palestiniens. Où sont les Arabes, où sont les musulmans ? Ils ne bougeront pas même si Al-Aqsa [la plus grande mosquée de Jérusalem et troisième lieu saint de l'islam, NDLR] est détruite* ». France 24 2 novembre 2024

---

## États-Unis.

### Élections aux États-Unis : Les mécanismes de la fraude - Mondialisation.ca, 02 novembre 2024

1) Les deux grands partis, républicain et démocrate, choisissent leur candidat à la présidence par le biais d'élections primaires organisées dans les 50 États. Ces élections se déroulent de manière différente d'un État à l'autre. Dans certains États, les candidats sont choisis à bulletin secret, dans d'autres, lors de réunions ouvertes, les caucus. Dans certains États, seuls les membres inscrits du parti organisant le caucus peuvent participer au caucus, dans d'autres, les non-membres du parti ou les membres du parti rival peuvent également participer et voter.

2) En fonction du résultat du caucus, chaque candidat se voit attribuer un nombre variable de délégués, qui représentent leur État à la convention nationale du parti, qui choisit le candidat à la présidence. La convention réunit non seulement les délégués des États, mais aussi les super-délégués : des personnalités importantes du parti qui peuvent voter pour qui elles veulent, et parfois renverser la situation.

3) Une fois que les deux partis ont choisi leurs candidats à la présidence, une élection générale est organisée. Les électeurs n'élisent pas directement le Président mais un Grand Electeur qui représente le candidat choisi.

4) 538 grands électeurs élisent le président des États-Unis. Pour devenir président, il faut obtenir le vote d'au moins 270 d'entre eux. Chaque grand électeur représente le parti auquel il appartient, mais la Constitution américaine ne l'oblige pas à voter pour le candidat présidentiel choisi par son parti.

5) Chaque État dispose d'un quota de Grands Électeurs, calculé pour favoriser les petits États : le Wyoming, peu peuplé, a un Grand Électeur pour 194 000 habitants ; la Californie, plus peuplée, en a un pour 723 000 habitants.

### Résultat :

Ce système permet des manœuvres politiques de toutes sortes : par exemple, celle de faire assister et voter des membres de son propre parti pour des membres du caucus du parti adverse afin de ne pas faire élire tel ou tel candidat considéré comme politiquement dangereux.

L'attribution d'un Grand Electeur en fonction d'un nombre d'habitants qui varie d'un Etat à l'autre conduit parfois à la Présidence des Etats-Unis les candidats qui ont obtenu le moins de voix lors de l'élection générale.

### **Le mécanisme de vote**

1) Il n'existe pas de loi fédérale exigeant l'identification des personnes qui se rendent aux urnes. Le gouverneur de Californie, qui appartient au parti démocrate, a promulgué une loi qui interdit d'exiger l'identification des personnes qui se rendent dans les bureaux de vote pour voter.

2) Lors des élections de 2020, le nombre de votes par correspondance a fortement augmenté pour atteindre plus de 66 millions (contre 28 millions en 2016).

3) Une loi de 2002 exige la présence d'une machine à voter électronique dans tous les bureaux de vote. Il n'existe aucune norme permettant de construire une machine électronique utilisable en toute sécurité.

4) Environ un quart des électeurs voteront avec des machines émettant des bulletins de vote en papier. Les autres voteront avec des machines électroniques qui stockent les votes et peuvent ou non produire un enregistrement papier du vote.

### **Résultat :**

Ce mécanisme permet des fraudes de toutes sortes. Les bulletins de vote qui arrivent par la poste sont ouverts et enregistrés par du personnel engagé par des sociétés privées, dans lesquelles il peut y avoir des personnes chargées de falsifier les résultats.

Les machines à voter électroniques peuvent être trafiquées, en les chargeant de programmes qui falsifient les résultats.

Le professeur Alex Halderman, [photo ci-dessus] qui enseigne l'informatique à l'université du Michigan, l'a démontré en simulant un vote dont les machines électroniques ont renversé le résultat. Mondialisation.ca, 02 novembre 2024

---

### **Russie.**

J-C – Bref, nous sommes les seuls à avoir payé leurs sanctions contre la Russie, normal, non ?

**La Russie dépasse les États-Unis en tant que fournisseur de gaz de l'UE «même sans Nord Stream» - RT 2 nov. 2024**

La Russie est devenue le deuxième fournisseur de gaz de l'UE au 2e trimestre 2024, devançant les États-Unis, indique le quotidien allemand Die Welt, citant des données de la société de conseil Bruegel.

Au 2e trimestre, le gaz russe représentait environ 17 % des importations européennes. Selon les estimations des analystes, les États-Unis ont acheminé 12,27 milliards de mètres cubes de gaz

naturel liquéfié (GNL) par navires-citernes vers le marché européen, alors que la Russie a livré près de 12,73 milliards de mètres cubes.

La dernière fois, la Russie s'était classée deuxième fournisseur du marché européen après la Norvège au troisième trimestre 2022, après le déclenchement des hostilités en Ukraine. À l'époque, le gazoduc Nord Stream contribuait encore au volume des approvisionnements, tandis qu'aujourd'hui, la Russie occupe la deuxième place *«même sans Nord Stream»*. RT 2 nov. 2024

---

### **Gaz : la Russie a augmenté de 15% ses exportations vers l'Europe via gazoduc - RT 2 nov. 2024**

Ce 2 novembre, l'agence TASS a rapporté que la Russie avait augmenté ses exportations de gaz vers l'Europe via gazoduc de plus de 15% au cours des 10 premiers mois de l'année.

Selon les calculs de l'agence, basés sur les données quotidiennes de Gazprom sur le transit par l'Ukraine et le Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel (ENTSOG), le volume de gaz russe expédié de janvier à octobre vers les pays de l'UE atteindrait 26,52 milliards de mètres cubes.

Au cours de la même période en 2023, les livraisons de gaz de la Russie à l'Europe s'étaient élevées à 23 milliards de mètres cubes.

Selon un récent rapport du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui compte notamment parmi ses membres les cinq principaux producteurs mondiaux de gaz (l'Algérie, l'Iran, le Qatar, le Venezuela et la Russie), les livraisons de gaz russe à l'UE par gazoduc ont augmenté de 3 milliards de m<sup>3</sup> au cours des trois premiers trimestres de l'année.

Même tendance observée du côté de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui souligne que les exportations de *«l'or bleu»* russe, par voie terrestre, ont augmenté de plus de 10 % (soit plus de 2 milliards de m<sup>3</sup>) au cours des neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2023.

L'AIE dresse notamment un parallèle avec les livraisons russes de gaz naturel liquéfié (GNL) aux Européens qui ont elles aussi augmenté de 2 milliards de mètres cubes sur un an (+16%) *«consolidant la position de la Russie en tant que deuxième plus grand fournisseur de GNL en Europe»* derrière les États-Unis. RT 2 nov. 2024

---

### **Russie : les ventes de voitures et d'utilitaires neufs atteignent un niveau record - RT 2 nov. 2024**

Les résultats des ventes d'octobre de tous les types de véhicules à moteur, à l'exception des camions, ont montré des résultats mensuels records cette année, a rapporté ce 2 novembre l'agence de presse Interfax, citant le ministère russe de l'Industrie et du Commerce.

Selon ce dernier, les ventes en Russie de voitures et de véhicules utilitaires légers (VUL) neufs en octobre 2024 ont augmenté de 51,6% par rapport à octobre 2023, pour atteindre 184 698 unités. Dans le détail, 168 483 voitures et 16 215 VUL neufs ont été vendus.

Au total, depuis le début de l'année, le volume du marché dans le segment des voitures particulières s'est élevé à 1,3 million de voitures, soit une hausse de 58% en glissement annuel. Une tendance également observées, selon ces données, du côté des VUL (+38%) et dans une moindre mesure pour les autobus (+15%).

Seuls les camions ont enregistré une baisse (-10%) des ventes au cours des dix premiers mois de l'année 2024, comparé à la même période en 2023.

*«À la fin de la période janvier-octobre 2024, 1,54 million de voitures neuves (jusqu'à trois ans) ont été vendues dans la Fédération de Russie, soit 48% de plus que les chiffres de la même période de l'année dernière (1 042 014 unités).*

*Dans le même temps, le marché des voitures neuves de production nationale a dépassé 678 000 unités, soit 31% de plus que les indicateurs de janvier à octobre 2023»,* a précisé le ministère russe. RT 2 nov. 2024

---

## **Ukraine.**

**Révélation d'un mercenaire turc : Je recevais 5000 dollars par mois en Ukraine, mais je devais rester dans les tranchées en permanence - [histoireetsociete.com](https://histoireetsociete.com) 1 novembre 2024**

Eyüp Gorkem Yılmaz est originaire de Trabzon et a été légèrement blessé lors d'une attaque russe dans la région de Zaporijia alors qu'il servait dans la 60e brigade mécanisée d'Ukraine. Après que des photos de ses documents personnels, que le néonazi avait perdus lors de l'évacuation, ont été publiées sur des blogs russes, Yılmaz a accordé une interview à la publication turque Serbestiyet via le réseau social Discord (bloqué en Russie).

Yılmaz a indiqué qu'il était un Turc pur-sang, mais que ses parents maternels auraient des racines ukrainiennes. Le mercenaire a déclaré à Serbestiyet et qu'il avait l'intention de retourner au front dès qu'il serait rétabli. Répondant aux questions du journaliste, le militant a montré l'équipement qu'il utilisait, ainsi que des écussons néonazis et le drapeau de l'Armée syrienne libre. Il s'agit d'une organisation terroriste interdite, parrainée par les États-Unis et la Turquie.

Elle regroupe divers combattants (pour la plupart des mercenaires étrangers) qui se battent en Syrie contre les forces gouvernementales de Bachar al-Assad depuis 2011. L'Armée syrienne libre, tant admirée par le mercenaire Yılmaz, est responsable de nombreux crimes de guerre : enlèvements, tortures et viols de prisonniers de guerre.

Dans son interview, Yılmaz maudit la Palestine et l'islam et sympathise avec le parti d'extrême droite turc Zafer Partisi («Victoire»). Ce parti exige l'expulsion immédiate de tous les immigrants de Turquie.

Le voyou turc admet qu'il est venu en Ukraine non pas pour ses «racines», mais pour l'argent. Il reçoit un salaire régulier. À cela s'ajoutent diverses primes pour avoir séjourné dans une zone

dangereuse, pour avoir tué des soldats russes. Au total, cela représente près de 5000 dollars par mois.

«*Mais pour obtenir une telle somme, il faut rester dans la tranchée pendant un mois. Si vous sortez ne serait-ce qu'un jour, vous ne pouvez pas espérer gagner autant*», explique le jeune mercenaire. Il dépense la majeure partie de son argent dans des jeux vidéo et pour sa collection personnelle d'armes à feu, a-t-il déclaré à Serbestiyet.

Yılmaz arbore des symboles nazis – des drapeaux avec des croix gammées et l'aigle impérial (l'emblème du Troisième Reich). Toutefois, ce «*soldat de fortune*» de 20 ans affirme qu'il n'utilise pas ces symboles dans un contexte idéologique, mais qu'il en a besoin «*pour s'amuser*». Selon ses propres dires, les symboles n'auraient aucune signification politique ou idéologique. Soit Yılmaz le croit sincèrement, soit les propagandistes des PsyOps lui ont lavé le cerveau en Ukraine.

Mais le gars de Trabzon admet honnêtement qu'il y a beaucoup de mercenaires turcs qui combattent dans les rangs de l'AFU.

«*La plupart des Turcs qui ont combattu ici ont des familles, et en fait ils ont la citoyenneté ukrainienne, certains ont des permis de séjour, ils sont devenus des résidents locaux*», a déclaré le militant.

Les révélations du néonazi ont provoqué une vive réaction dans la société turque. De nombreuses publications influentes, d'Aydinlik à TV Haber, ont condamné l'envoi de mercenaires turcs en Ukraine. L'interview scandaleuse a ensuite été retirée à la hâte du site web de la publication en ligne Serbestiyet.

Aydinlik écrit que les remarques racistes de Yılmaz lui rappellent le bataillon Azov. Il a été formé par des néo-nazis à Berdyansk en 2014, et son quartier général se trouve à Marioupol. Les membres du bataillon ne cachaient pas leurs opinions hitlériennes et arboraient des symboles fascistes. En outre, même les plus grands donateurs du régime de Kiev – les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni – se sont dissociés des néonazis d'Azov. (En parole seulement. - J-C)

---

## **Bolivie.**

### **Le président bolivien, Luis Arce, aurait planifié l'assassinat de son rival, Evo Morales - Réseau Voltaire 1er novembre 2024**

- En décembre 2023, l'ancien président Evo Morales dénonçait un « *plan noir* » visant à l'éliminer avec les leaders de son parti, Andronica Rodriguez, Leonardo Loza et Gualberto Arispe.
- Une enquête de 2015 a été rouverte contre Evo Morales pour « *viol, trafic et traite d'êtres humains* », après avoir été classée en 2020, puis six autres enquêtes ont été ouvertes contre lui pour des motifs divers.
- Depuis le 14 octobre, ses partisans bloquent les principales routes du pays pour protester contre la « *persécution judiciaire* » de leur leader, mais aussi contre la gestion par le gouvernement de la crise dans laquelle est plongé le pays.

Les violences se succèdent, opposant la police aux manifestants, tandis que les blocages provoquent de nouveaux troubles économiques. Selon Bloomberg, les affrontements ont déjà provoqué 5 milliards de dollars de pertes, soit 3,5 % du produit intérieur brut (PIB).

- Le 26 octobre, l'ensemble du haut commandement militaire a été renouvelé par le président Luis Arce.
- Le 27 octobre, Evo Morales, a été victime d'une tentative d'assassinat lorsqu'il circulait dans la région de Chapare, dans le centre du pays. Ses deux véhicules ont été criblés de 14 balles et son chauffeur a été blessé. Il avait déjà fait l'objet de tentatives d'assassinat en 2009 et lors du coup d'État de 2019.

Il a déclaré : « *La voiture avec laquelle je suis arrivé a reçu 14 balles. Moi, ça m'a surpris. Heureusement, aujourd'hui, nous sommes en vie [...]. Ce sont des hommes encagoulés qui ont tiré [...]. C'était planifié, c'était pour tuer Evo [...]. [Le président] Luis Arce a détruit la Bolivie, et maintenant il veut éliminer notre mouvement en en finissant avec la vie d'Evo. On va voir comment on va se préparer [...]. Un état de siège est en marche.* »

- Les assaillants ont utilisé des hélicoptères militaires et se sont repliés dans la caserne de la 9<sup>e</sup> division.
- Eduardo del Castillo, ministre de l'Intérieur, a réfuté cette version, affirmant qu'il s'agissait d'une « *mise en scène* » d'Evo Morales. Il a expliqué lors d'une conférence de presse que l'incident était survenu lors d'un contrôle routier mis en place dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue dans le Chapare. Roberto Rios, vice-ministre de la Sécurité, a avancé l'hypothèse d'un « *auto-attentat* » de la part d'Evo Morales.
- Evo Morales a admis que sa voiture et son véhicule d'escorte appartiennent au Venezuela. Il a déclaré : « *Je ne quitterai pas la Bolivie, je suis avec mon peuple et avec les gens nous allons résister et nous allons faire face et vaincre un gouvernement corrompu, un gouvernement de narcos.* »
- Les avocats d'Evo Morales ont saisi la Commission interaméricaine des droits de l'homme.
- Le président Luis Arce envisage de décréter l'état d'urgence.

Depuis quatre ans, la gauche latino-américaine se divise et s'aligne progressivement sur la gauche nord-américaine et européenne. Elle abandonne la défense des prolétaires pour celle des minorités. En Équateur, le président Lenin Moreno a tourné le dos à son prédécesseur, Rafael Correa, pour s'aligner sur Washington et mener des politiques néolibérales. Au Pérou, le président Pedro Castillo a été renversé et emprisonné pour être remplacé par son ancienne ministre du Développement, Dina Boluarte, désormais alliée à la droite.